



La croissance de l'économie belge serait nulle en 2013 et s'établirait à 1,1 % en 2014

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces prévisions macroéconomiques s'inscrivent dans le cadre d'un contrôle budgétaire supplémentaire en 2013 et de la préparation du budget fédéral pour 2014.

Le rétablissement conjoncturel dans la zone euro est lent ...

L'économie de l'ensemble de la zone euro est en récession depuis le quatrième trimestre 2011. Même si un timide rétablissement semble se manifester, les indicateurs de confiance restent à des niveaux faibles, ce qui laisse présager un nouveau repli de l'activité économique au deuxième trimestre 2013. Toutefois, la reprise économique devrait s'amorcer à partir du second semestre 2013 grâce à l'exportation, dans un contexte d'accélération de la croissance de l'économie mondiale. Cette reprise, conjuguée à une amélioration sensible de la situation des marchés financiers, favoriserait un rétablissement de la confiance des producteurs et des consommateurs. En 2014, les investissements contribueraient également au redressement de la croissance ; la consommation privée bénéficierait de l'effet positif de la baisse des prix de l'énergie sur le pouvoir d'achat. En 2014, la croissance du PIB de la zone euro ne dépasserait toutefois pas 0,9 % (après un recul de 0,5 % en 2013) vu la poursuite, à un rythme toutefois moins rapide, des efforts de désendettement des administrations publiques et du secteur privé dans la plupart des Etats membres.

Ce scénario de reprise prudente dans la zone euro est toutefois conditionné par le maintien d'un calme relatif sur les marchés financiers. Or, la confiance dans les finances publiques et dans le secteur bancaire de plusieurs Etats membres de la zone euro reste fragile. En outre, les taux à long terme risquent d'évoluer à la hausse lorsque les banques centrales mettront un terme à leurs interventions non conventionnelles telles que l'achat d'obligations.

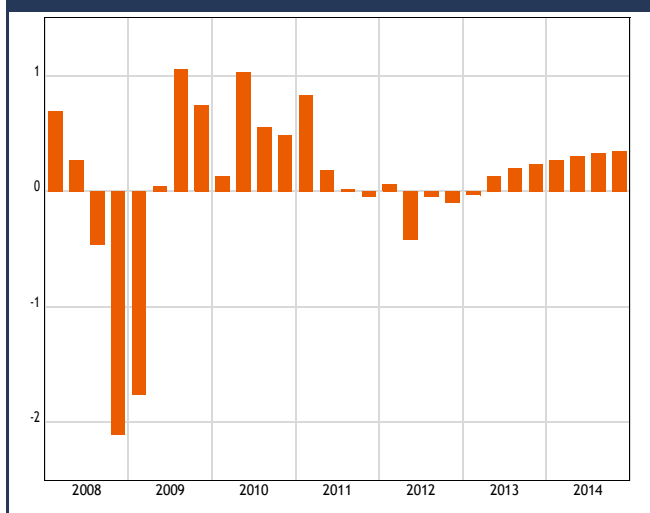
...de sorte que l'économie belge ne renouera avec une faible croissance qu'en 2014

Dans le prolongement du ralentissement de la conjoncture internationale, l'activité économique de la Belgique, qui était déjà faible au second semestre 2011, s'est contractée légèrement (-0,3 %) en 2012. En 2013, la croissance se raffermirait progressivement suite à la reprise modérée de l'activité mondiale. Toutefois, vu la situation de départ défavorable, le PIB serait stable en moyenne annuelle. En 2014, la croissance des exportations s'intensifierait et la demande intérieure repartirait à la hausse si bien que la croissance du PIB atteindrait 1,1 %.

Les exportations belges ont baissé dès le deuxième trimestre 2012 dans le prolongement du ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs. Leur croissance devrait redevenir positive et progressivement s'intensifier dans la foulée de la conjoncture internationale. Ainsi, sur base annuelle, la croissance des exportations ne dépasserait pas 0,2 % en 2013 et atteindrait 3,4 % en 2014. Au cours des deux années, les exportations nettes apporteraient une contribution légèrement positive à la croissance économique. Cette évolution, conjuguée à une baisse du prix du pétrole, entraînerait une réduction du déficit de la balance extérieure courante.

En dépit de la faiblesse de la conjoncture et compte tenu des mesures budgétaires déjà prises, le pouvoir d'achat des ménages s'améliorerait légèrement en 2013, notamment du fait d'une indexation des salaires et des allocations sociales supérieure à l'inflation en moyenne sur l'année. La confiance des consommateurs, qui est particulièrement sensible à la situation du

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



marché du travail, s'est nettement dégradée depuis la mi-2011. Par conséquent, les ménages ont épargné en 2012 une part plus importante de leur revenu disponible (15,1 %) qu'en 2011, aux dépens de la consommation privée. Cette année, la consommation progresserait légèrement (0,3 %), mais atteindrait un niveau à peine supérieur à celui enregistré en 2010. En ce qui concerne les investissements en logements, ces derniers reculeraient (-4,1 %) pour la cinquième fois en six ans. Grâce à une augmentation plus marquée du pouvoir d'achat, la consommation privée augmenterait de 0,9 % en 2014 et les investissements en logements afficheraient une croissance de 0,5 %.

Depuis la mi-2011, les investissements des entreprises pâtissent de perspectives de débouchés décevantes, du resserrement des conditions d'octroi de crédits et de surcapacités de production. Depuis la seconde moitié de 2011, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle se situe sous sa moyenne de long terme. La confiance des entrepreneurs s'est fortement dégradée dans le courant 2011 et est restée faible depuis. Par conséquent, les investissements des entreprises devraient baisser de 1,1 % en 2013 en dépit d'une faible progression au second semestre. La reprise progressive du climat économique devrait être favorable aux investissements qui enregistreraient une croissance de 1,9 % en 2014.

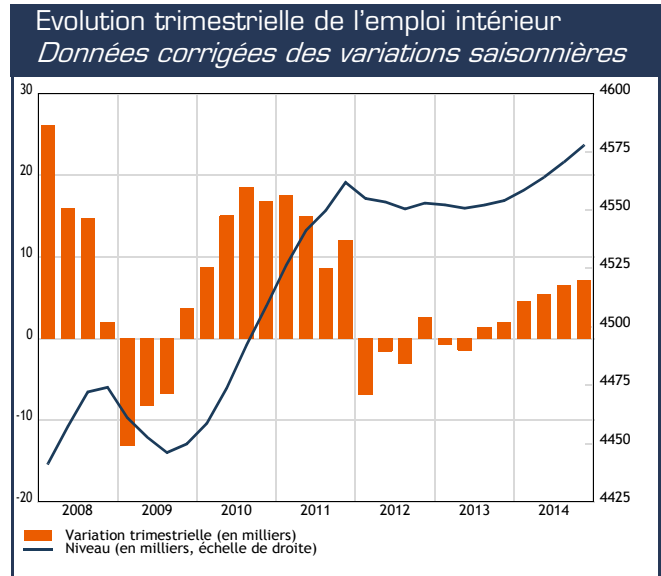
Compte tenu de l'ensemble des mesures déjà décidées, la croissance annuelle en volume de la consommation publique devrait être limitée à 0,5 % en 2013 et à 0,7 % en 2014. La croissance des investissements publics reflète largement le cycle des travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux. Après avoir progressé de 9 % au total au cours de la période 2011-2012, les investissements publics diminueraient au total de plus de 9 % sur la période 2013-2014.

Le nombre de chômeurs progresse sensiblement

En 2012, le ralentissement conjoncturel a entraîné un recul de l'emploi intérieur (lequel a toutefois dépassé de 8 200 unités le niveau annuel moyen de 2011). La dégradation de la situation sur le marché du travail a débouché sur une hausse du chômage de 8 500 unités.

L'emploi intérieur devrait pratiquement se stabiliser (-600 unités) cette année et progresser de 15 300 unités l'an prochain, ce qui représente une progression nettement inférieure à la croissance de la population active. Par conséquent, le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs âgés complets indemnisés non demandeurs d'emploi) augmenterait de quasi 21 000 unités aussi bien en 2013 qu'en 2014. Le taux de chômage tel que défini par le BFP sur base de données ad-

ministratives passerait ainsi de 12,1 % en 2012 à 12,7 % en 2014. Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat (calculé à partir des enquêtes sur les forces du travail) passerait de 7,6 % en 2012 à 8,5 % en 2014.



L'inflation ralentit nettement

L'inflation belge, mesurée par le déflateur de la consommation privée, fléchissait de 2,6 % en 2012 à respectivement 1,3 % en 2013 et 1,2 % en 2014. Ce ralentissement important s'explique en grande partie par une baisse des prix de l'énergie, suite aussi bien au recul des prix du pétrole exprimés en euros qu'à la diminution des prix du gaz et de l'électricité consentie en début d'année par certains fournisseurs. Depuis le début de l'année, l'indice national des prix à la consommation (INPC) tient compte des réductions de prix octroyées en périodes de soldes. Mesurée sur la base de l'INPC, l'inflation s'établirait à 1 % en 2013 et 1,2 % en 2014.

L'indice santé, obtenu en apurant l'INPC de l'évolution des prix des boissons alcoolisées, du tabac, de l'essence et du diesel, progresserait légèrement plus rapidement que l'INPC en 2013 et 2014 (respectivement de 1,2 % et de 1,3 %). L'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (122,01) serait dépassé en mai 2014.

Pour plus d'informations:

Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge**Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires**

	2011	2012	2013	2014
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.2	-0.3	0.3	0.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.8	0.8	0.5	0.7
Formation brute de capital fixe	4.1	-0.4	-2.2	1.0
Dépenses nationales totales	1.8	-0.4	-0.2	0.9
Exportations de biens et services	5.5	0.7	0.2	3.4
Importations de biens et services	5.6	0.6	-0.1	3.3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	0.1	0.2	0.1
Produit intérieur brut	1.8	-0.3	0.0	1.1
Indice national des prix à la consommation	3.5	2.8	1.0	1.2
Indice santé	3.1	2.6	1.2	1.3
Revenu disponible réel des particuliers	-0.8	0.7	0.4	1.0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14.4	15.1	15.2	15.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	61.6	8.2	-0.6	15.3
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.2	7.6	8.3	8.5
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-1.1	-1.4	-1.1	-0.7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	139.2	128.6	130.4	130.1
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	1.4	0.6	0.2	0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4.2	3.0	2.3	2.6